

CHO, CHO, CHO, CHÔMAGE, RAS-LE-BOL



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

npa2009.org

Macron a pris moins de risques qu'Hollande, il n'a pas engagé son quinquennat et son éventuelle candidature à un second mandat sur une réduction du nombre de chômeurs/euses. Même les chiffres mensuels ne sont plus commentés...

Un chômage de masse

La réalité reste dramatique : 6 623 100 privéEs d'emploi et travailleurs/euses saisonnierEs. Il faut y ajouter 4 800 000 « invisibles » qui n'entrent pas ou plus dans les statistiques. Avec près de 300 000 radiations (50 % dues aux erreurs, découragements et « punitions »), pour 100 000 sorties correspondant vraiment à des reprises d'emplois. Sur un an, le chômage de très longue durée augmente de 4,1 % et celui des plus de 50 ans de 6 %.

UnE chômeur/euse inscritE à Pôle emploi sur deux ne perçoit aucune indemnité.

Nous sommes à plus de 11 millions de chômeurs/euses et autant de personnes largement sous les seuils de pauvreté. Les femmes ont un taux de chômage légèrement inférieur mais elles sont davantage frappées par la précarité : 10 % de plus que d'hommes touchent le RSA ou l'allocation vieillesse.

Des recettes qui développent la précarité

Les recettes du gouvernement Macron ne sont pas nouvelles : baisser les cotisations des entreprises, distribuer les aides et toutes formes de cadeaux censés améliorer les « performance », la compétitivité. Le résultat, on le connaît : pas de création d'emplois, des boîtes qui ferment après avoir empoché les aides, le tout facilité par les ordonnances. Celles-ci facilitent les licenciements et réduisent les droits des salariéEs et des organisations syndicales.

Gouvernants, patrons et médias répètent à longueur de journée qu'avec ces recettes, d'autres pays ont ainsi réussi à faire baisser le chômage. En fait, par-

tout, cette baisse s'accompagne d'une montée de la précarité, des contrats à durée déterminée, des petits boulots, des contrats à 1euro/heure en Allemagne ou sans temps de travail minimum en Grande Bretagne.

Pendant que d'autres travaillent toujours plus dur

Pendant ce temps, partout, des chaînes aux bureaux, dans les grandes surfaces ou dans le nettoyage, les salariéEs croulent, crèvent sous les charges de travail. Plus d'unE salariéEs sur deux présente des « niveaux élevés d'anxiété » et près d'un tiers sont à « niveaux dépressifs élevés » et 6 % en dépression.

Le gouvernement s'apprête à aggraver la situation des chômeurs/euses : augmentation des contrôles, sanctions en cas de refus de deux offres d'emplois « raisonnables ». Pour faire passer la pilule, il promet une couverture en cas de démission et pour les travailleurs indépendants et l'instauration d'un bonus-malus pour pénaliser les entreprises qui abuseraient des CDD. Mais le financement de ces promesses n'est même pas assuré. Le passage du financement vers la (CSG) à la place des cotisations sociales et la volonté du gouvernement de prendre en main la gestion de l'assurance-chômage représentent un nouveau danger : l'indemnisation des chômeurs/euses serait de plus en plus soumise à la politique anti-sociale d'un pouvoir agent du MEDEF.

Face à ces attaques, face au chômage, le NPA revendique le partage du temps de travail entre toutes et tous et l'indemnisation des privéEs d'emploi au niveau du SMIC (1700 euros net). Face à ce gouvernement, nous devons construire une mobilisation massive, unitaire, de toutes les travailleurs/ses, avec ou sans emplois.

Mardi 28 novembre 2017

SOUTENEZ LE NPA !

[HTTPS://SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG](https://souscription.npa2009.org)

PRENDRE CONTACT
NPA - 2 rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil

Adresse :
.....
.....

ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Tel : .../.../.../.../...

Mail :

@.....

npa2009.org

contact@npa2009.org

25 novembre : journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Cette journée (créée en 1999 par l'ONU) a pris cette année une résonance particulière en France et dans le monde : la parole des femmes dénonçant le harcèlement et les violences sexuelles a enfin brisé le silence imposé depuis des siècles.

En France, ce sont 84 000 femmes qui subissent des violences sexuelles chaque année, 90% connaissent l'agresseur mais seulement 10% portent plainte car, fréquemment les faits sont minimisés, voire niés. En 2014 seulement 5139 hommes ont été condamnés. En 2016, 123 femmes sont mortes sous les coups de leur (ex)conjoint. Et il est impossible de comptabiliser les harcèlements subis par les femmes dans la rue, dans les endroits publics et au travail.

Les grands discours de Macron ne font pas le compte, il annonce un budget dédié à la lutte contre les violences à hauteur de 420 millions en 2018, alors qu'en Espagne, c'est 1 milliard sur 5 ans qui est proposé.

Toutes ces raisons nous poussent à construire un mouvement large. Imposons :

- La création d'un service public d'hébergement pour les femmes qui subissent des violences. Pour un budget à hauteur des besoins pour les organisations qui viennent en aide aux femmes.
- Le refus de la suppression des CHSCT et de la médecine du travail dans les entreprises.
- L'égalité salariale entre femmes et hommes.

Incroyable mais vrai !

A Anteuil, village de 700 habitants entre Clerval et l'Isle sur le Doubs, le 10 juin 2016 le Conseil Municipal se déclare favorable à l'installation d'un parc éolien, confié à la société Opale. Mais le 30 juin 2017, le Conseil s'oppose à la poursuite du projet car le sous-traitant automobile Delfingen menace purement et simplement de délocaliser l'usine en Suisse. Il promet également en cas d'abandon de tout projet (pendant 50 ans !) de créer des emplois. Plusieurs élus ont démissionné pour signifier leur opposition à cette capitulation devant le diktat de l'industriel alors que le recours aux énergies renouvelables est prôné dans tous les discours politiques et sommets sur le climat.

Bulletin NPA Peugeot Sochaux le 27 novembre 2017. Tract imprimé par nos soins – ne pas jeter sur la voie publique.

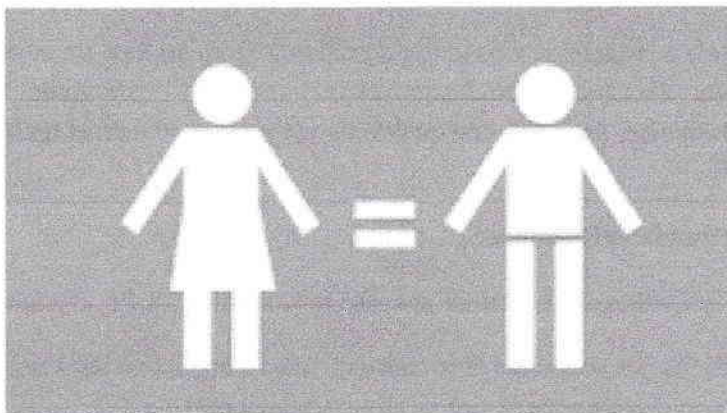
La population, elle, n'a comme d'habitude pas été consultée et subit le chantage à la perte d'emploi. À quand un vrai débat sur nos choix de société, sur le droit au travail ET à une énergie moins polluante ?

Qui nous protège de la police ?

Le 12 novembre 2009, Mohamed BOUKROUROU, 41 ans, décédait dans un fourgon de police à Valentigney. La Cour Européenne des Droits de l'Homme vient de condamner l'Etat français pour « traitements inhumains et dégradants ». La Cour estime que les policiers ont eu des « gestes violents, répétés et inefficaces (...) constitutifs d'une atteinte à la dignité humaine ». En clair, les magistrats reconnaissent un usage disproportionné de la force policière, qui a malheureusement fait de nombreuses victimes en France.

À l'appel du comité de défense des libertés ouvrières et syndicales,

le 16 novembre, devant le Tribunal de Versailles, près de 500 personnes se sont rassemblées pour soutenir les 9 militants de PSA Poissy. Ils étaient poursuivis pour avoir soi-disant séquestré un membre de la hiérarchie. Des délégations de Sochaux, Mulhouse, Tremery, Rennes, de la Française de Mécanique, de Sevelnord, de Renault, des membres de la compagnie Jolie Môme, des militants CGT et SUD de partis politiques (PCF, France Insoumise, LO et NPA) avaient pris part à l'action. Le jugement a été mis en délibéré au 20 décembre.



Ce jeudi 30 novembre, l'Association L'Atelier et la CGT organisent une conférence débat :

Avec les Anciens, on fait comment ?

20h15, foyer Municipal AUDINCOURT

Avec la présence d'une salariée des Opalines de Foucherans (Maison de retraite) d'une députée et du porte-parole des médecins urgentistes.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

Tracts, infos, tout y est !

www.npa-auto-critique.org